

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 8–11 novembre 2010

## PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2010/9-B/5**

8 octobre 2010  
ORIGINAL: ANGLAIS

## AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS TCHAD 104780 (2007–2010)

| Coût (dollars É.-U.)                             |                  |              |                  |
|--|------------------|--------------|------------------|
|  | Budget<br>actuel | Augmentation | Budget<br>révisé |
| Coût des produits<br>alimentaires pour le<br>PAM | 14 967 048       | 3 206 869    | 18 173 917       |
| Coût total pour le<br>PAM                        | 37 793 046       | 8 114 305    | 45 907 351       |

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

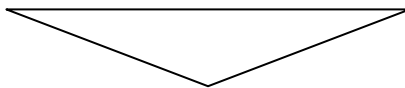
Directeur régional, ODD\*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Attaché de liaison principal, ODD: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire d'un montant de 8,1 millions de dollars pour le programme de pays Tchad 104780 (2007–2010) (WFP/EB.2/2010/9-B/5) correspondant à une prolongation du programme pour un an, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## NATURE DE L'AUGMENTATION

1. La présente révision budgétaire proposée pour le programme de pays Tchad 104780 permettra au PAM de venir en aide à 254 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les régions du Kanem, du Bahr El Gazal, du Guéra, du Batha, de la Tandjilé, du Logone oriental et du Logone occidental. Cette révision permettra:
  - i) de prolonger le programme de pays pendant une période d'un an, de janvier à décembre 2011;
  - ii) de disposer de 8 646 tonnes de vivres supplémentaires, d'une valeur de 3,2 millions de dollars;
  - iii) de couvrir les coûts liés au transport extérieur, au transport terrestre, à l'entreposage et à la manutention, les coûts d'appui directs et les autres coûts opérationnels directs, pour un montant supplémentaire de 4,38 millions de dollars;
  - iv) de disposer d'un montant supplémentaire de 530 842 dollars pour couvrir les coûts d'appui indirects; et
  - v) de réorienter les activités.
2. La prolongation d'un an permettra au PAM de faire concorder le programme de pays avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et la stratégie pour la réduction de la pauvreté du Gouvernement. La révision budgétaire augmente en outre le nombre de bénéficiaires au titre de la composante 1 (Appui à l'éducation de base) et redéfinit la couverture géographique du programme de pays, des opérations d'urgence et de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) afin d'éviter les chevauchements. En conséquence, la composante 2 (Amélioration de la sécurité alimentaire) et les activités touchant la santé et la nutrition maternelles et infantiles relevant de la composante 3, seront suspendues.

## JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

### Résumé des activités en cours dans le cadre des projets

3. Le portefeuille de pays du PAM comprend quatre projets qui ont pour but de venir en aide à différents groupes de population dans des zones géographiques distinctes: i) l'opération d'urgence 105591 vise les réfugiés soudanais du Darfour, les tchadiens déplacés et les populations d'accueil du Ouaddaï, du Wadi Fira et du Sila; ii) l'IPSR 200059 aide les réfugiés centrafricains et les populations d'accueil victimes de la sécheresse dans les régions du Logone oriental, du Moyen-Chari et du Salamat; iii) le programme de pays 104780 est mis en œuvre dans les régions du Kanem, du Guéra, du Batha et du Bahr El Gazel; et iv) l'opération d'urgence 200112 vient en aide aux victimes de la sécheresse de 2009 dans les régions du Kanem, du Guéra, du Batha, du Barh El Gazel, du Lac et du Hadjer-Lamis.

4. Le programme de pays 104780 (2007–2010) a été approuvé en novembre 2006 pour couvrir les régions du Kanem, du Barh El Gazel, du Batha et du Guéra. Il comprenait à l'origine: la composante 1 (appui à l'éducation de base) axée sur le relèvement des taux de scolarisation et de fréquentation scolaire et la réduction de l'échec scolaire en primaire; la composante 2 (amélioration de la sécurité alimentaire) mettant l'accent sur la création d'avoires à l'échelle des communautés dans le cadre d'une stratégie nationale de protection sociale; et la composante 3 (amélioration de la santé et de la nutrition des groupes vulnérables) visant à réduire la malnutrition, surtout chez les femmes, les enfants et les personnes vivant avec le VIH ainsi que les membres de leur famille.
5. Au titre de la composante 1, le PAM fournit des repas scolaires à 141 000 écoliers et des rations à emporter à 14 000 filles dans les régions du Bahr El Ghazel, du Batha, du Guéra et du Kanem. Le PAM aide également 3 000 adolescents et adultes (principalement des femmes) ainsi que leur famille et organise à leur intention des activités d'alphabétisation dans ces régions.
6. Au titre de la composante 2, le PAM prévoyait initialement d'aider 16 000 personnes par an moyennant des programmes Vivres contre travail (VCT); cependant, l'absence de ressources complémentaires et la médiocrité des capacités de mise en œuvre dans les communautés ont nui à la création d'avoires dans le cadre du programme de pays.
7. Les activités liées à la santé et à la nutrition maternelles et infantiles (composante 3) ont été suspendues en mars 2010; la nutrition s'étant fortement dégradée dans les régions du Kanem, du Bahr El Gazel, du Guéra et du Batha à cause de la sécheresse. La malnutrition aiguë globale était supérieure au seuil d'urgence de 15 pour cent de l'Organisation mondiale de la Santé. Pour lutter contre ce fléau, le PAM fournit une alimentation supplémentaire généralisée aux enfants âgés de 6 à 23 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, ainsi qu'une alimentation supplémentaire ciblée aux enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée, dans le cadre de l'opération d'urgence 200112.
8. Dans le cadre du programme de pays, le PAM fournit également une assistance alimentaire à 4 000 personnes vivant avec le VIH dans les régions du Kanem, du Bahr El Gazel, du Batha et du Guéra. Les besoins alimentaires de ces personnes dans les régions du Logone occidental, du Logone oriental et de la Tandjilé, où la prévalence du VIH est la plus élevée, ont été pris en compte au titre de l'IPSR 105100 jusqu'en avril 2010.

## **Conclusions et recommandations issues des évaluations des besoins**

9. Le Tchad, qui fait partie des pays les moins avancés, est un pays à faible revenu et à déficit vivrier, où 80 pour cent de la population est tributaire de l'agriculture de subsistance. La pluviométrie imprévisible, la sécheresse et la faiblesse de la productivité agricole sont à l'origine de l'insécurité alimentaire, qui règne notamment au Sahel. En 2009, l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité menée au Tchad a montré que les régions Sahéliennes, du Kanem, du Bahr el Gazel, du Batha, du Guéra, du Lac, du Chari-Baguirmi, du Hadjer-Lamis, du Wadi Fira, du Ouaddaï et du Sila, et les régions soudano-sahéliennes, notamment du Mayo-Kebi, du Logone oriental et occidental, du Moyen-Chari et du Salamat, étaient le plus exposées à l'insécurité alimentaire.

10. Selon cette évaluation, le taux de malnutrition aiguë globale chez les enfants âgés de 6 à 59 mois était de 16 pour cent, dont 3 pour cent de cas dans lesquels il s'agissait de malnutrition grave. Ce taux dépassait 20 pour cent dans les régions du Kanem, du Barh El Gazel, et du Guéra. Le retard de croissance se situait certes à 39 pour cent, mais il variait entre 43 et 59 pour cent dans les régions du Kanem, du Bahr el Gazel, du Lac, du Chari-Baguirmi, du Hadjer-Lamis et du Wadi Fira. En outre, 32 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient d'insuffisance pondérale, dont 12 pour cent d'insuffisance pondérale grave.
11. Selon une étude réalisée en 2005 dans le cadre du programme national de lutte contre le VIH/sida, le sud du Tchad affichait le taux de prévalence du VIH le plus élevé du pays. Compte tenu de la fragilité de la situation socioéconomique et du taux élevé de malnutrition chronique, les ménages en situation d'insécurité alimentaire touchés par le VIH étaient particulièrement vulnérables. À l'issue d'une évaluation récente du portefeuille d'activités du PAM au Tchad, il a été recommandé que le PAM élargisse son appui de manière à tenir compte de l'augmentation du nombre de personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral<sup>1</sup>.
12. L'accès à l'éducation de base reste limité. Selon l'évaluation approfondie menée en 2009, le taux national de scolarisation des enfants de 7 à 14 ans était de 64 pour cent, pourcentage qui variait considérablement d'une région à l'autre. Le taux d'assiduité était inférieur à 50 pour cent dans les régions de Kanem, Bahr El Gazel, Batha, Wadifira, Ouaddai, Sila, Salamat, Guéra, Chari-Baguirmi et Hadjer-Lamis. Le taux d'inscription en primaire était de 70 pour cent pour les garçons et de 59 pour cent pour les filles. La persévérance scolaire est également un gros problème: en 2009, le taux national n'était que de 29 pour cent (32 pour cent pour les garçons et 25 pour cent pour les filles)<sup>2</sup>.
13. Une mission du PAM et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance s'est rendue dans des écoles appuyées par le programme de pays début 2010 et a fourni des chiffres actualisés sur le taux de scolarisation. La mission a constaté que si l'alimentation scolaire contribuait bien à améliorer l'accès à l'éducation, à accroître la persévérance et à réduire les disparités entre les sexes, il fallait néanmoins que les partenaires se concertent davantage pour améliorer les infrastructures scolaires, augmenter le nombre d'enseignants qualifiés et promouvoir la participation aux associations parents-enseignants.

### **Justification de la prolongation et de l'augmentation budgétaire**

14. Sur la base des recommandations issues de l'évaluation et en vue de l'élaboration prochaine du document de stratégie du Tchad, le PAM est en train d'harmoniser l'aide prodiguée au titre du programme de pays avec le Plan-cadre et la stratégie pour la réduction de la pauvreté qui entreront en vigueur en 2012. Dans le cadre de la révision budgétaire proposée, le PAM suspendra les activités VCT et celles ayant trait à la santé et à la nutrition de la mère et de l'enfant (qui relèvent des composantes 2 et 3), pour mieux se concentrer sur l'appui à l'éducation de base (composante 1) et l'appui aux personnes vivant avec le VIH (composante 3). Les projets à impact rapide concernant les Vivres pour la création d'avoirs et les interventions d'urgence en matière de nutrition se poursuivront dans le cadre de l'opération d'urgence 200112.

---

<sup>1</sup> Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida estime que 300 000 personnes sont séropositives au Tchad; 6 pour cent seulement de l'ensemble des personnes sous traitement antirétroviral ont reçu l'aide du PAM en 2009.

<sup>2</sup> Ministère de l'éducation, 2009. *Statistical Report on National Education 2003-2009*. (Rapport statistique sur l'éducation nationale 2003-2009). N'Djamena.

15. Le programme de pays contribuera à l'Objectif stratégique 4 du PAM – Réduire la faim chronique et la dénutrition – en poursuivant les objectifs suivants:
- améliorer l'accès à l'enseignement primaire et réduire les disparités entre les garçons et les filles en assurant des repas scolaires et en distribuant des rations à emporter aux filles en cinquième et sixième années d'études;
  - accroître l'accès aux activités d'alphabétisation et d'initiation à l'arithmétique, notamment pour les femmes et les adolescentes;
  - répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des personnes vivant avec le VIH et sous traitement antirétroviral ainsi que des membres de leur famille.
16. Le programme de pays ciblait initialement l'Assoungha, le Ouaddaï et le Wadi Fira, le Guéra, le Kanem, le Bahr El Gazel et le Batha, régions les plus vulnérables selon l'enquête sur l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité réalisée en 2005<sup>3</sup>. Cependant, des conflits ont eu lieu depuis, des réfugiés soudanais ont afflué au Tchad et 188 000 Tchadiens<sup>4</sup> ont dû se déplacer. Les prix élevés des denrées alimentaires, les sécheresses et les inondations récurrentes, les mauvaises récoltes ainsi que les pertes de récolte ont également accentué l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Certaines régions qui n'étaient pas initialement ciblées dans le cadre du programme de pays sont désormais exposées à l'insécurité alimentaire aiguë. D'autres zones dans l'est du Tchad qui étaient ciblées à l'origine sont désormais couvertes par une opération d'urgence.
17. En conséquence, le PAM transférera toutes les activités menées dans l'est du pays (régions du Wadi-Fira, de l'Assoungha et du Ouaddaï) du programme de pays à l'opération d'urgence, ce qui renforcera la cohérence et réduira les risques de chevauchement. Le programme de pays couvrira les régions du Kanem, du Bahr El Gazal, du Guéra, du Batha, de la Tandjilé et du Logone oriental et occidental.
18. **Composante 1 – Appui à l'éducation de base.** Le PAM fournira des repas scolaires à 150 000 élèves du primaire et des rations à emporter à 16 000 filles en cinquième et sixième années d'études et à 14 600 adultes participant à des activités d'alphabétisation. Le nombre des bénéficiaires a été augmenté afin de tenir compte du nombre effectif d'enfants inscrits dans les écoles ciblées, tel qu'établi lors de la récente mission d'évaluation. Le programme d'alimentation scolaire est mis en œuvre en coordination avec le Ministère de l'éducation.
19. Des activités visant à alphabétiser les adultes sont menées par le Ministère de l'éducation et des organisations non gouvernementales (ONG) locales dans des villages où le PAM appuie les écoles et cible les adolescents et les adultes exclus du système d'enseignement scolaire. Il s'agit là d'un domaine d'autant plus critique que le taux national d'alphabétisation est de 13 pour cent pour les femmes et de 40 pour cent pour les hommes<sup>5</sup>. Lorsque cela est possible, les activités ont lieu dans des écoles et ciblent les parents des élèves qui reçoivent des repas scolaires. Les participants suivent pendant 100 jours un programme d'alphabétisation de base et d'initiation à l'arithmétique; en 2011, une plus grande place sera accordée à la nutrition et à l'hygiène.

<sup>3</sup> PAM. 2005. *Analyse et cartographie de la vulnérabilité structurelle à l'insécurité alimentaire en milieu rural au Tchad*. N° Djamena.

<sup>4</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. 2008. *Survey of Internally Displaced Populations in Eastern Chad* (Enquête sur les populations déplacées à l'est du Tchad). N°Djamena.

<sup>5</sup> Programme des Nations Unies pour le développement. *Rapport mondial 2007-2008*. New York.

20. Le PAM aidera le Ministère de l'éducation à parachever en 2011 une stratégie nationale d'alimentation scolaire fondée sur des partenariats entre organismes gouvernementaux de contrepartie, organismes des Nations Unies et ONG. Les recommandations issues de l'évaluation du portefeuille de pays tendant à améliorer la qualité de l'éducation dans les écoles bénéficiant d'une aide sont en train d'être examinées avec le Gouvernement et les partenaires des Nations Unies. Par ailleurs, un partenariat est en train d'être établi pour assurer la conduite du programme d'apprentissage de base<sup>6</sup> dans 100 écoles et veiller à ce que celles-ci bénéficient de services intégrés afin de maximiser les effets. Les activités menées en 2011 comprendront une étude d'impact du programme d'alimentation scolaire.
21. **Composante 3 – Amélioration de la santé et de la nutrition des groupes vulnérables.** Compte tenu de la persistance des pénuries alimentaires et du taux élevé de malnutrition aiguë globale dans la ceinture sahélienne, le PAM continuera de fournir une alimentation supplémentaire ciblée aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes et aux mères allaitantes souffrant de malnutrition dans le cadre de l'opération d'urgence 200112; les activités relatives à la santé et à la nutrition maternelles et infantiles relevant de cette composante 3 ne figureront plus dans le programme de pays. Conformément à l'examen des catégories d'activités du PAM<sup>7</sup>, les mesures prises pour appuyer les personnes vivant avec le VIH en situation d'insécurité alimentaire dans le sud du Tchad (Logone occidental et oriental et Tandjilé), qui relevaient précédemment de l'IPSR 105100, seront transférées au programme de pays. Le nombre de personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral et de membres de leur famille bénéficiant d'une assistance passera de 20 000 à 25 000. Un appui nutritionnel sera fourni pendant six mois aux personnes vivant avec le VIH en situation d'insécurité alimentaire afin de renforcer l'efficacité du traitement. En guise de stratégie de retrait, on pourrait faire bénéficier les personnes vivant avec le VIH qui ne sont plus sous thérapie antirétrovirale d'autres mesures appuyées par le PAM, comme les activités VCT. Le PAM mettra en œuvre la composante 3 en collaboration avec le cadre national de coordination des mesures touchant le VIH et le comité national de lutte contre le VIH.
22. Le PAM prévoit d'aider 254 000 bénéficiaires en 2011 grâce au programme de pays.

---

<sup>6</sup> PAM/UNICEF. The Essential Package: Twelve Interventions to Improve the Health and Nutrition of School-Age Children. (Ensemble de services essentiels: Douze interventions destinées à améliorer la santé et la nutrition des enfants d'âge scolaire).

<sup>7</sup> WFP/EB.A/2010/11/Rev.1



**TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE**

|  | 2010              |                    |                | 2011              |                    |                |
|--|-------------------|--------------------|----------------|-------------------|--------------------|----------------|
|  | Femmes/<br>filles | Hommes/<br>garçons | Total          | Femmes/<br>filles | Hommes/<br>garçons | Total          |
| <b>Composante 1: Appui à l'éducation de base</b>   |                   |                    |                |                   |                    |                |
| 1a) Repas scolaires  | 71 910            | 69 090             | <b>141 000</b> | 76 500            | 73 500             | <b>150 000</b> |
| 1b) Rations à emporter pour les filles*  | 42 000            | 28 000             | <b>70 000</b>  | 48 000            | 32 000             | <b>80 000</b>  |
| 1c) Alphabétisation des adultes  | 9 069             | 5 556              | <b>14 625</b>  | 9 068             | 5 557              | <b>14 625</b>  |
| <b>Total partiel**</b>   | <b>108 979</b>    | <b>102 646</b>     | <b>211 625</b> | <b>117 568</b>    | <b>111 057</b>     | <b>228 625</b> |
| <b>Composante 2: Amélioration de la sécurité alimentaire</b>                             |                   |                    |                |                   |                    |                |
| 2a) VCT  | 7 972             | 7 972              | <b>15 944</b>  | -                 | -                  | -              |
| <b>Total partiel</b>   | <b>7 972</b>      | <b>7 972</b>       | <b>15 944</b>  | -                 | -                  | -              |
| <b>Composante 3: Amélioration de la santé et de la nutrition des groupes vulnérables</b> |                   |                    |                |                   |                    |                |
| 3a) Alimentation supplémentaire pour les femmes enceintes et les mères allaitantes**     | 25 000            | -                  | <b>25 000</b>  | -                 | -                  | -              |
| 3b) Alimentation supplémentaire ciblée pour les enfants de moins de 5 ans **             | 3 125             | 3 125              | <b>6 250</b>   | -                 | -                  | -              |
| 3c) Personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral                          | 2 500             | 1 500              | <b>4 000</b>   | 3 100             | 1 900              | <b>5 000</b>   |
| Familles des personnes vivant avec le VIH  | 12 500            | 7 500              | <b>20 000</b>  | 15 500            | 9 500              | <b>25 000</b>  |
| <b>Total partiel</b>   | <b>40 625</b>     | <b>10 625</b>      | <b>51 250</b>  | <b>15 500</b>     | <b>9 500</b>       | <b>25 000</b>  |
| <b>TOTAL*</b>  | <b>157 576</b>    | <b>121 243</b>     | <b>278 819</b> | <b>133 068</b>    | <b>120 557</b>     | <b>253 625</b> |

\* Comprend également les membres de la famille des filles.

\*\* Les totaux ont été ajustés pour éviter de compter deux fois les filles qui reçoivent des rations à emporter.

## BESOINS ALIMENTAIRES

23. Il faudra disposer de 8 646 tonnes de produits alimentaires supplémentaires pour mettre en œuvre ces activités; les modalités de logistique et d'exécution seront les mêmes en 2011.
24. Les rations ont été calculées sur la base des besoins caloriques des participants à chaque activité, afin que les bénéficiaires ciblés se voient garantir une nutrition appropriée. Les personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral recevront une ration de 2 100 kilocalories, et les personnes participant à des activités d'alphabétisation en recevront une de 1 700 kilocalories qui constituera leur principale source d'alimentation et leur permettra de participer au programme à plein temps.

| Produit alimentaire            | Composante 1<br>Appui à l'éducation de base |                                    |                             | Composante 3<br>Aide aux groupes vulnérables |
|--------------------------------|---|------------------------------------|-----------------------------|--|
|                                | Repas scolaires                             | Rations à emporter pour les filles | Alphabétisation des adultes | Personnes vivant avec le VIH                 |
| Mélange maïs-soja              | –   | –                                  | –                           | 40   |
| Farine de maïs                 | 150   | 111                                | 470                         | 320  |
| Huile                          | 15  | 11                                 | 30                          | 20   |
| Légumes secs                   | –   | –                                  | –                           | 50   |
| Sel                            |   | 5                                  | 5                           | 5  |
| Sucre                          | 15  | –                                  | –                           | 12   |
| Kcal                           | 742   | 504                                | 1 986                       | 1 724  |
| % kcal provenant des protéines | 7   | 7,5                                | 8                           | 10,3   |
| % kcal provenant des lipides   | 21  | 23                                 | 17,2                        | 14,8   |

| Composante  | Activité   | Besoins actuels | Besoins supplémentaires | Besoins révisés |
|---|--|-----------------|-------------------------|-----------------|
| Composante 1<br>Appui à l'éducation de base             | Repas scolaires  | 10 369          | 4 320                   | 14 689          |
|   | Rations à emporter pour les filles   | 6 151           | 1 632                   | 7 783           |
|   | Alphabétisation des adultes  | 2 954           | 666                     | 3 620           |
| Composante 2<br>Amélioration de la sécurité alimentaire | VCT  | 6 205           | -                       | 6 205           |
| Composante 3<br>Aide aux groupes vulnérables            | Personnes vivant avec le VIH   | 4 350           | 2 028                   | 6 378           |
|   | Alimentation supplémentaire pour les enfants de moins de 5 ans                 | 133             | -                       | 133             |
|   | Alimentation supplémentaire pour les femmes enceintes et les mères allaitantes | 1 062           | -                       | 1 062           |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>31 224</b>   | <b>8 646</b>            | <b>39 870</b>   |

## ANNEXE I-A

| <b>VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE</b> |                                 |  |                                |                                |
|---|---------------------------------|--|--------------------------------|--------------------------------|
| <b>Produits alimentaires<sup>8</sup></b>                  | <b>Quantité<br/>(en tonnes)</b> | <b>Coût moyen<br/>(en dollars/<br/>tonnes)</b> | <b>Valeur<br/>(en dollars)</b> | <b>Valeur<br/>(en dollars)</b> |
| Céréales  | 7 085                           | 300  | 2 125 500                      |                                |
| Légumes secs  | 228                             | 800  | 182 400                        |                                |
| Huile végétale  | 636                             | 884  | 562 224                        |                                |
| Mélange maïs -soja  | 180                             | 425  | 76 500                         |                                |
| Autres  | 517                             | 503  | 260 245                        |                                |
| <b>Total, produits alimentaires</b>                       | <b>8 646</b>                    |  | <b>1 081 369</b>               | 3 206 869                      |
| Transport extérieur                                       |                                 |  |                                | 754 498                        |
| Transport terrestre, entreposage et manutention           |                                 |  |                                | 2 350 218                      |
| Autres coûts opérationnels directs                        |                                 |  |                                | 381 168                        |
| Coûts d'appui directs <sup>9</sup> (voir annexe I-B)      |                                 |  |                                | 890 710                        |
| <b>Total coûts directs du projet</b>                      |                                 |  |                                | <b>7 583 463</b>               |
| Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>10</sup>     |                                 |  |                                | 530 842                        |
| <b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>                             |                                 |  |                                | <b>8 114 305</b>               |

<sup>8</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation. Le contenu peut varier.

<sup>9</sup> Chiffre indicative donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>10</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

**ANNEXE I-B**

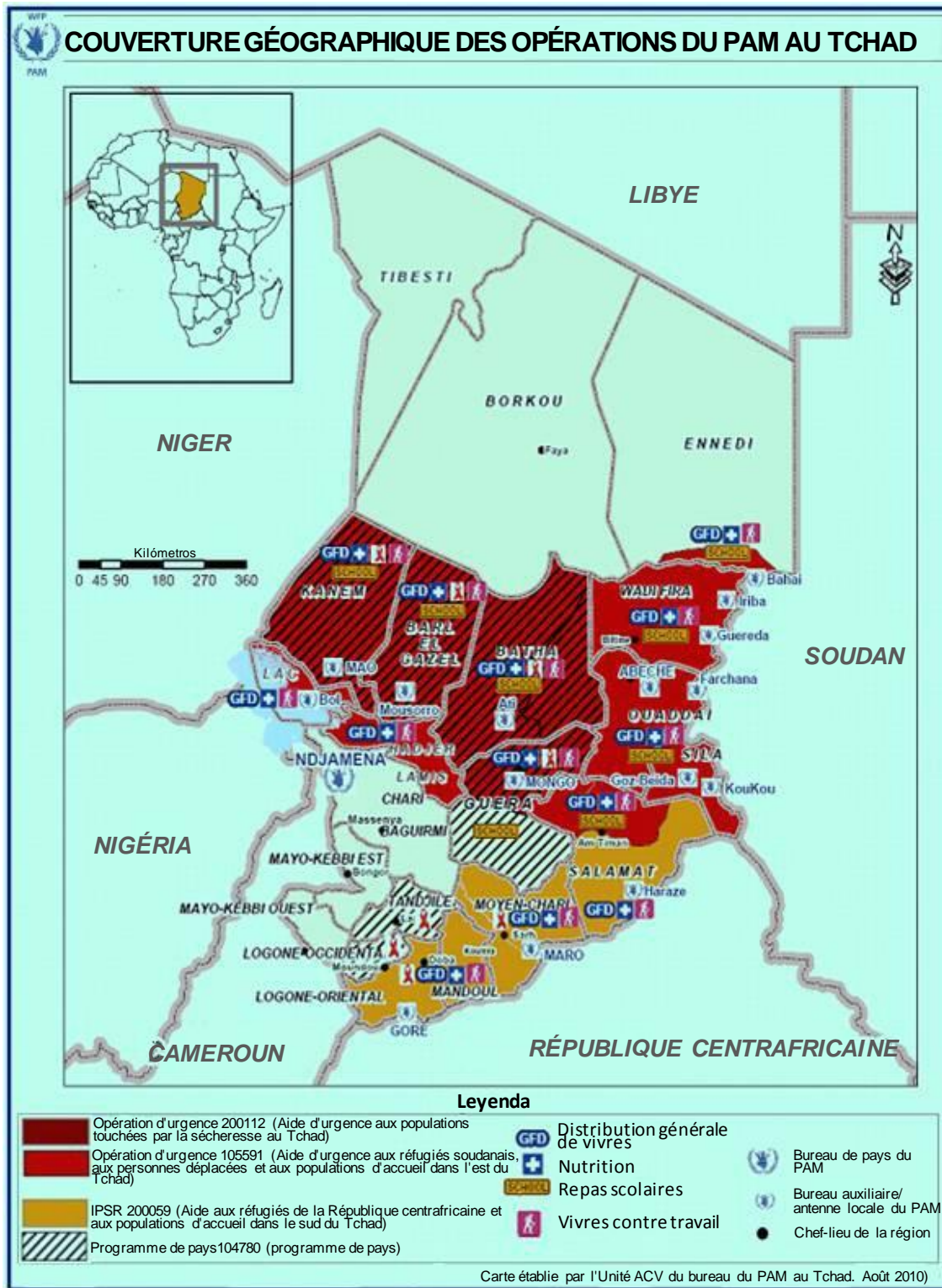
| <b>BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>             |                |
|---|----------------|
| <b>Dépenses de personnel</b>                            |                |
| Administrateurs recrutés sur le plan international      | 197 940        |
| Agents des services généraux recrutés sur le plan local | 179 571        |
| Administrateurs recrutés sur le plan local              | 66 172         |
| Volontaires des Nations Unies                           | 65 000         |
| Consultants locaux                                      | 58 500         |
| Prime de risque et prime de sujétion                    | 41 117         |
| Voyages officiels du personnel                          | 74 412         |
| <b>Total partiel</b>                                    | <b>682 716</b> |
| <b>Dépenses récurrentes</b>                             |                |
| Location des locaux                                     | 6 700          |
| Charges (électricité, etc.)                             | 12 968         |
| Fournitures de bureau et autres consommables            | 4 500          |
| Technologies de l'information et des communications     | 41 900         |
| Réparation et entretien du matériel                     | 4 762          |
| Exploitation et entretien des véhicules                 | 27 500         |
| Autres dépenses de bureau                               | 46 668         |
| <b>Total partiel</b>                                    | <b>144 998</b> |
| <b>Matériel et autres coûts fixes</b>                   |                |
| Location de véhicules                                   | 51 000         |
| Dépenses locales de sécurité                            | 12 000         |
| <b>Total partiel</b>                                    | <b>63 000</b>  |
| <b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>                  | <b>890 710</b> |

| ANNEXE II: CADRE LOGIQUE  |   |  |
|---|---|--|
| Résultats   | Indicateurs de performance  | Risques et hypothèses  |
| Contribuer aux mesures en faveur du développement, en particulier à long terme, dans le cadre de la stratégie du Tchad pour la réduction de la pauvreté du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, notamment celles qui visent les personnes vulnérables ayant pâti des effets du changement climatique, de la sécheresse, de l'insuffisance de leur niveau d'instruction et des inondations | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Taux brut de scolarisation des garçons et des filles dans les régions ciblées par le programme de pays</li> </ul>  |  |
| <b>COMPOSANTE 1: APPUI À L'ÉDUCATION DE BASE</b>  |   |  |
| <b>Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition</b>  |   |  |
| <i>Relever le niveau de l'éducation grâce à des outils destinés à protéger la sécurité nutritionnelle</i>   |   |  |
| <p><b>Effet direct 4.1</b><br/>Amélioration de l'accès à l'éducation primaire et réduction des disparités entre les garçons et les filles dans les régions ciblées par le PAM</p> <p><b>Produit 4.1</b><br/>Fourniture en temps utile de repas scolaires aux élèves et de rations à emporter aux filles en cinquième et sixième années d'études</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Taux de persévérance scolaire des garçons et des filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM</li> <li>➤ Taux d'échec scolaire des garçons et des filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM (&lt;10%)</li> <li>➤ Taux d'assiduité des garçons et des filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM (&gt;80%)</li> <li>➤ Ratio garçons/filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM (&gt;0,8)</li> <li>➤ Nombre d'élèves inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM, ventilé par sexe et par classe</li> <li>➤ Nombre de filles en cinquième et sixième années d'études qui reçoivent du PAM des rations à emporter, en pourcentage des distributions prévues</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribués sous forme de repas scolaires et de rations à emporter, en pourcentage du nombre de tonnes prévu, par type de produits et d'activité</li> </ul> | <p>Les associations parents-enseignants et les comités de gestion des cantines participent aux activités éducatives</p> <p>Le Ministère de l'éducation et les services d'éducation décentralisés participent au suivi des repas scolaires et ont des ressources suffisantes</p> <p>Le Gouvernement et les organismes des Nations Unies appuient le Plan-cadre et la stratégie pour la réduction de la pauvreté</p> |



| ANNEXE II: CADRE LOGIQUE   |  |   |
|--|--|---|
| Résultats  | Indicateurs de performance   | Risques et hypothèses   |
| <p><b>Effet direct 4.2</b></p> <p>Amélioration de l'accès des ménages démunis aux activités d'alphabétisation, en particulier les femmes, et amélioration des capacités et des compétences productives</p>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pourcentage d'hommes et de femmes qui participent régulièrement à des activités d'alphabétisation et d'initiation à l'arithmétique et à des stages de formation professionnelle</li> </ul>  |   |
| <p><b>Produit 4.2</b></p> <p>Des produits alimentaires en quantité suffisante sont fournis pour les programmes d'alphabétisation et d'initiation à l'arithmétique</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de participants inscrits à des programmes d'alphabétisation et d'initiation à l'arithmétique appuyés par le PAM, ventilé par sexe</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribués dans le cadre des programmes d'alphabétisation et d'initiation à l'arithmétique, par type de produits</li> </ul>   | <p>L'environnement politique au Tchad est stable, les régions rurales sont accessibles et les activités économiques bénéficient de bonnes conditions de sécurité</p> <p>Le Gouvernement et d'autres acteurs humanitaires répondent aux autres besoins fondamentaux de la population</p> <p>Les fonds et les produits alimentaires nécessaires sont mobilisés en temps utile</p> |
| <p><b>COMPOSANTE 3: AMÉLIORATION DE LA SANTÉ ET DE LA NUTRITION DES GROUPES VULNÉRABLES</b></p>  |  |   |
| <p><b>Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition</b></p> <p><i>Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes vivant avec le VIH et des membres de leur famille</i></p> |  |   |
| <p><b>Effet direct 4.3</b></p> <p>Augmentation de la survie des adultes et des enfants vivant avec le VIH au bout de six mois de thérapie antirétrovirale</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pourcentage d'adultes et d'enfants atteints du VIH/sida dont on sait qu'ils sont encore sous traitement six mois après le début de la thérapie antirétrovirale</li> </ul>   | <p>Les services décentralisés du Ministère de la santé participent à la mise en œuvre et au suivi des activités liées à la nutrition et au VIH/sida</p> <p>Le Gouvernement et les organismes des Nations Unies appuient le Plan-cadre et la stratégie pour la réduction de la pauvreté</p>  |
| <p><b>Produit 4.3</b></p> <p>Des produits alimentaires de qualité sont fournis en quantité suffisante aux patients atteints du VIH/sida et aux membres de leur famille</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de patients atteints du VIH/sida sous thérapie antirétrovirale recevant une aide alimentaire du PAM, en pourcentage du nombre de bénéficiaires prévu (par groupe d'âge et par sexe)</li> <li>➤ Nombre de tonnes de produits alimentaires fournis (par type de produits de base) au programme de lutte contre le VIH/sida, en pourcentage du chiffre prévu</li> </ul> | <p>Le Gouvernement et d'autres acteurs humanitaires répondent aux autres besoins fondamentaux de la population</p> <p>Des partenaires qualifiés sont disponibles pour intervenir dans les domaines d'exécution</p> <p>Les fonds et les produits alimentaires nécessaires sont mobilisés en temps utile</p>  |

ANNEXE III



Leyenda Las denominaciones empleadas en esta publicación y la forma en que aparecen presentados los datos que ésta contiene no entrañan, por parte del Programa Mundial de Alimentos (PMA), juicio alguno sobre la condición jurídica de ninguno de los países, territorios, ciudades o zonas citados o de sus autoridades, ni respecto de la delimitación de sus fronteras o límites.

---

## **LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT**

|      |  |
|------|--|
| IPSR | Intervention prolongée de secours et de redressement |
| ONG  | Organisation non gouvernementale                     |
| VCT  | Vivres contre travail                                |